



Le 17 novembre 2001, Manifestons partout :

- pour la justice et pour la paix,
- contre le terrorisme et la logique de guerre,
- pour l'arrêt des bombardements

Un mois après le début des bombardements américains et britanniques sur l'Afghanistan, le nombre de victimes civiles s'accroît de jour en jour. Il s'amplifie maintenant par l'emploi de bombes à fragmentation.

Pour quelle efficacité ? Il apparaît de plus en plus clairement que ces bombardements ne contribuent pas à lutter contre le terrorisme. Ils ne font qu'aggraver de façon dramatique la situation du peuple afghan, déjà touché par vingt ans de guerre et d'oppression.

La catastrophe humanitaire annoncée est en train de se réaliser. Les populations afghanes confrontées à la guerre, à la famine se réfugient dans l'exode vers les pays voisins.

La guerre étend la misère, les frustrations de toutes sortes qu'exploitent les réseaux terroristes islamistes.

La CGT, qui a condamné les attentats du 11 septembre dernier aux USA avec la plus grande fermeté, réaffirme que tout doit être fait afin d'identifier clairement, arrêter et juger les auteurs de ces actes inqualifiables.

C'est dans le cadre du droit international et de la Charte des Nations Unies que les réponses adaptées doivent être mises en place pour éradiquer le terrorisme.

Il est possible rapidement :

- de s'attaquer à ces forces réactionnaires et obscurantistes, à leurs commanditaires, en s'attaquant aux réseaux financiers qui les alimentent, aux paradis fiscaux qui les hébergent ;
- d'instaurer une juridiction internationale sous l'égide du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme dépendant de l'ONU pour en juger ;
- d'établir un strict embargo international sur le commerce des armes.

C'est une question de choix et de volonté politique.

La guerre n'est pas une solution.

La France et l'Europe ont la responsabilité de soutenir une autre politique afin de répondre aux immenses besoins des hommes et des femmes d'Afghanistan, dans cette région du monde et au-delà.

Les peuples aspirent à un avenir meilleur dans la justice et les libertés pour eux et leurs enfants ; pour les générations à venir.

Pour la CGT, comme pour le syndicalisme partout dans le monde, pour résorber les foyers de guerre et les conflits, pour éradiquer le terrorisme, il est devenu impératif de donner un nouveau cours à l'état du monde.

C'est aussi pour cela que nous manifesterons le 17 novembre.

La guerre économique et l'arme de la faim doivent disparaître pour laisser la place à des politiques de coopération pour le développement.

Cela suppose :

- d'étendre l'annulation de la dette aux pays du Sud et de revaloriser l'Aide Publique au Développement bilatérale et multilatérale en l'orientant vers la satisfaction des besoins sociaux et de développement des populations et des pays ;
- d'instaurer une régulation et un rééquilibrage du commerce international, sur la base d'une autre répartition des richesses produites et du respect des droits fondamentaux au travail ;
- d'entreprendre d'importantes réformes et transformations des institutions internationales, financières et commerciales ainsi que de l'ONU ;
- de bannir les armes de destruction massive, nucléaire, bactériologique, chimique et de consacrer ainsi les fonds dégagés à la lutte contre les inégalités et la pauvreté.
- un engagement plus fort de la France et de l'Europe pour instaurer une paix globale et durable au Moyen Orient, sur la base des résolutions de l'ONU, et la reconnaissance des droits du peuple palestinien à un Etat indépendant et démocratique.

Le 17 novembre, nous agirons aussi pour les libertés démocratiques en France, en Europe et dans le monde : il nous faut en effet être vigilant pour la défense de nos libertés démocratiques et syndicales.

S'il est nécessaire pour lutter contre le terrorisme de prendre des mesures de police et de justice afin de démanteler les réseaux et assurer la sécurité publique, les mesures prises risquent en France et dans d'autres pays dans le monde d'accroître des pratiques racistes, les contrôles au faciès et de renforcer les prérogatives des entreprises de surveillance sur les institutions publiques de police et de gendarmerie à l'égard des citoyens.

**Ensemble, le 17 novembre 2001,
à 14 heures, place de la Nation, à Paris,
marchons pour la justice et la paix,
contre le terrorisme et la logique de guerre,
pour l'arrêt des bombardements.**